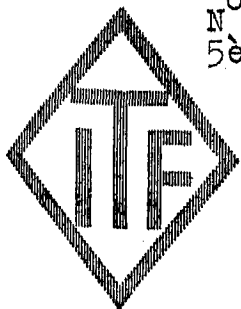


FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT
PARAÎT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET
HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET
DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISA-
TIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM, WEST

N°6
5ème année

Amsterdam, le 20 mars 1937



ON CRAINT LES OUVRIERS ALLEMANDS

Les élections des
hommes de confian-
ce ont de nouveau
été renvoyées.-

(I.T.F.) Suivant les dispositions de la loi sur l'ordonnance du travail national, des élections doivent avoir lieu tous les ans au mois d'avril au plus tard dans les

entreprises allemandes sur les listes d'hommes de confiance. Cette année encore de même que l'année dernière, les Nazis ont toutefois reculé devant la crainte d'un échec et ont décidé le 9 mars de prolonger le mandat des hommes de confiance jusqu'au 1er mai 1938.

En 1933, le gouvernement hitlérien n'avait rien fait à propos des élections des conseils d'entreprise, pensant que les ouvriers étaient suffisamment intimidés par la terreur pour voter en faveur des candidats nazis. Lorsqu'on constata toutefois qu'en dépit de la terreur les listes des syndicats avaient été votées avec une majorité écrasante et que les listes des jaunes et Nazis, favorisés par le patronat, avaient essuyé un fiasco complet, on décida le 4 avril de suspendre les élections. Les Nazis n'avaient pu remporter (suivant les renseignements recueillis mi-avril 1933 par la Centrale syndicale libre) que 11,7% des mandats, alors que les syndicats libres avaient 73,4%, les syndicats chrétiens 7,6% et l'opposition syndicale rouge communiste--en butte à une terreur toute particulière--4,7% des mandats.

Depuis 1934 il n'existe plus en Allemagne de conseils d'entreprise, mais uniquement (cela dans les établissements occupant plus de 20 salariés) des "hommes de confiance" qui n'ont rien à dire et peuvent uniquement assister de leurs conseils monsieur le chef d'entreprise et siéger sous sa présidence. L'unique liste de candidat est établie par l'employeur en accord avec le représentant du Front allemand du Travail employé dans son entreprise et par conséquent dépendant de lui. Des contre-candidatures ne sont pas admises; les ouvriers ont uniquement le droit de biffer des noms sur la liste des candidats. Toute propagande contre la liste est considérée comme hostile à l'Etat et est passible de punitions rigoureuses. En vertu de la loi sur l'ordonnance du travail, le mandat des hommes de confiance

expire régulièrement le 30 avril de chaque année. La période du mandat a été intentionnellement limitée à un temps si court -- ainsi le commentaire officiel à l'article 11 de la loi. "Les hommes de confiance doivent durablement bénéficier de la confiance du chef d'entreprise qui les a désignés et du personnel". Le commentaire souligne la "nécessité d'un renouvellement des mandats à des intervalles rapprochés" au moyen d'élections annuelles.

En 1934 et 35 les élections ont effectivement eu lieu. Seulement il s'est trouvé que l'espoir que la résistance des travailleurs serait brisée par l'anéantissement des syndicats et qu'ils s'inclineraient devant la terreur était une illusion. En 1934, 60% des salariés ont saboté les élections (Voir Angriff du 30 avril 1935) et une partie considérable des votants se sont prononcés contre le régime ce qui fait qu'au total au moins les trois quarts des salariés ont manifesté contre la réaction nazie.

On peut dire qu'en 1935 la contrainte de voter existait. Celui qui s'en abstenait sans raison valable, risquait le congédiement et l'arrestation. La participation au vote était toutefois la seule chose que les Nazis pussent imposer par la force; ils ne pouvaient empêcher que dans d'innombrables entreprises les travailleurs biffaient toute la liste pour marquer leur protestation et là où le contrôle était trop régoureux, ils biffaient en tout cas les noms des représentants du régime, le président des cellules d'entreprise, le représentant du Front du travail et le colporteur de "Kraft durch Freude".

Cette nouvelle démonstration des salariés ne laissa pas d'impressionner les dominateurs du Troisième Reich et en 1936 ils ne se risquèrent plus à procéder à ces élections. Les listes de candidats furent encore composées et les élections fixées au 3 et 4 avril, mais le 11 mars, à la dernière minute on dédit les élections par crainte d'un échec. Cette année on a de prime abord renoncé à établir des listes de candidats et à fixer la date des élections. Le régime ne connaît que trop bien l'état d'esprit dans les entreprises et il craint une défaite encore plus écrasante qu'en 1934 et 1935. Les élections en effet auraient dû avoir lieu sous le mot d'ordre du plan quadriennal des préparatifs de guerre détesté.

Lors des élections de 1934 et 1935 il s'était trouvé que malgré toutes les précautions et interdictions, les résultats des votes n'avaient pas pu être tenus secrets. On avait "chuchoté" les résultats d'une entreprise à l'autre et de nombreux ouvriers, qui tout en connaissant le mécontentement dans leur propre entreprise avaient cru à la propagande nazie qui prétendait que d'autres entreprises étaient en bloc avec Hitler, ont compris qu'ils n'étaient pas isolés. Or, il n'y a rien que la dictature craint autant dans la phase actuelle critique du réarmement, qu'une cohésion des travailleurs contre le régime de réaction sociale. C'est pourquoi elle s'est accommodée du coup que cela porterait à son prestige à l'étranger et a décidé ouvertement d'ajourner les élections d'hommes de confiance ce qui signifie -- chaque ouvrier en Allemagne comprend -- que les milieux les plus importants des travailleurs allemands restent conséquents dans leur opposition contre le régime.

C'est là le fascisme.

(I.T.F.) "Il y a tout lieu d'admettre que les représailles prises à Addis Abeba par les Italiens après l'attentat contre le vice-roi le maréchal Graziani, sont exécutées avec une sauvagerie indescriptible. Pendant trois jours après cet attentat, chaque Italien valide sur place semble avoir été incité à massacrer les indigènes.

Equipés de fusils, pistolets, bombes, couteaux et gourdins, des bandes de chemises noires et d'ouvriers parcouraient les quartiers indigènes assassinant chaque homme, femme ou enfant qui se trouvait sur leur chemin. D'autres, armés de lance-flammes et de bidons d'essence, incendiaient les misérables chaumières et maisons abattant ceux qui tentaient de s'échapper.

Immédiatement après que la bombe eut été lancée contre le maréchal Graziani, des troupes italiennes encerclèrent le terrain et chaque abyssin qui se trouvait là fut tué. D'autres troupes furent envoyées en quête d'armes pour appréhender tous éléments suspects. Ainsi que nous l'avons déjà indiqué, quelque 2.000 indigènes ont été arrêtés. La majorité d'entre eux ont été fusillés. On fit alors appel des membres des milices et des ouvriers, on leur distribua des armes en leur disant qu'ils pouvaient faire ce qu'ils voulaient des indigènes. On dit que le nombre des victimes de ce massacre a été de 600 environ". ("The Times" Londres, 3 mars 1937.)

Le journal "Faro de Vigo" qui paraît dans le contrôle du régime Franco, écrit: "En procédure sommaire la cour martiale a condamné hier à mort deux frères Iglesias et une femme Elvira Ledero Gonzales pour avoir hébergé trois personnes recherchées par la police. Les deux frères ont été fusillés; la femme qui est enceinte a été transportée à l'hôpital et sera exécutée après l'accouchement." (Suivant une notice dans le "Nationalzeitung" de Bâle.)

Comment on surveille les ouvriers italiens. (I.T.F.) Le "Nuovo Avanti" de Paris du 6 mars publie des documents qui démontrent à quel point les ouvriers italiens sont surveillés. Toute une armée de mouchards dans les entreprises épiant les travailleurs. Ils sont assistés par des dénonciateurs qui travaillent pour avoir certaines faveurs ou récompenses et au concours desquels on ne peut pas renoncer dans certains milieux". Des hommes de confiance spéciaux entretiennent des relations entre les espions dans l'entreprise, les dénonciateurs et l'U.P.I. (Office politique d'investigation).

Dans la ville de Milan, les ouvriers sont espionnés par 10 fonctionnaires supérieurs, 35 "hommes de confiance", 145 "informateurs", 880 "épieurs" dans les entreprises et 30 dénonciateurs (dits confidentiels); dans la province de Milan ces nombres sont de 125 "hommes de confiance", 465 "informateurs" et 40 "épieurs". Tout l'appareil de surveillance comporte 1.980 "éléments très sûrs".

On dit que dans le courant d'une année cet appareil de contrôle a fait arrêter 61 "communistes" et confisqué une quantité de documents de propagande clandestine et d'accessoires (machines typographiques, duplicateurs, appareils de T.S.F. postes émetteurs et récepteurs) à l'occasion de 102 perquisitions. 3582 informations ont été fournies à la Fédération fasciste de la province de Milan, 705 à d'autres autorités et 161 dénonciations ont eu lieu à la Fédération fasciste de la province de Milan. Tous ces chiffres ont trait à l'année 1932. L'année dernière la police secrète italienne, la CVRA a fait arrêter rien qu'à Milan des centaines d'ouvriers afin de briser la résistance contre l'Abyssinie et de réprimer le mouvement de sympathie avec les ouvriers et paysans espagnols.

Les syndicats de Dantzig sont opprimés.

(I.T.F.) Le Sénat de la ville de Dantzig avait le 7 décembre 1935, en violant sciemment le droit d'association garanti par la Société des Nations, dissous la "Fédération générale des travailleurs". Les syndicats libres ont porté plainte contre cet acte arbitraire. Le Sénat traîna la chose en longueur et rendit le 16 juillet 1936 un décret soustrayant au contrôle des autorités judiciaires toutes les mesures prises par la police relatives aux questions touchant le droit d'association et de réunion, le droit de posséder des armes et les questions de détention de protection". L'appel des syndicats contre l'infraction des lois de la part de la police nazie fut alors débouté fin septembre en se réclamant de ce décret. La seule organisation syndicale libre continuant à exister à Dantzig était le groupement des cheminots et employés du port, adhérent à l'I.T.F.

Le 14 octobre 1936, le parti socialiste dantzigois fut dissous ainsi que toutes les organisations qui en dépendent. La police prétendait avoir trouvé des armes lors d'une perquisition dans les bureaux du parti dans lesquels il n'y avait pas d'armes auparavant. En raison du décret de juillet aucune plainte n'était possible contre la décision de dissolution. Voyant que la Commission de la Société des Nations pour les affaires de Dantzig, composée des ministres des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, France et Suède, ne se préoccupait guère de cette nouvelle violation du droit, la police nazie déclara simplement une semaine plus tard, le 20 octobre 1936, que le groupement des cheminots et employés du port--qui n'avait de liens organiques avec aucun parti--était une organisation dépendante du parti socialiste et procéda à sa dissolution. Aussi longtemps que les puissances de la Société des Nations n'auront pas abrogé le décret de juillet dernier, aucun appel n'est possible contre ces actes arbitraires. Le Sénat a repoussé fin janvier une plainte contre l'attitude de la police dont il avait été saisi.

La terreur à Dantzig.

(I.T.F.) Artur Brill, le président de la Fédération générale des travailleurs dissoute par le Sénat dantzigois, en violation de la Constitution formellement garantie par la Société des Nations, a passé près de 24 mois en prison sur les 34 mois qui se sont écoulés depuis mai 1934. Le 30 mars dernier

il a dû être élargi en raison de son état de santé. Pendant sa dernière période d'arrestation, les Nazis avaient à tel point tourmenté le malade qu'il se déclara finalement prêt à déposer son mandat de député. On désignera pour lui succéder de même que l'on l'a fait pour le successeur du socialiste Kruppke et du Dr. Blavier, démocrate bourgeois, quelqu'un qui a des sympathies nazies. Si les ministres des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, France et Suède, co-responsables de la situation à Dantzig ne bougent pas, les Nazis tenteront sans doute de forcer d'autres députés à déposer leur mandat afin d'obtenir de cette manière dans le Parlement dantzigois la majorité des deux tiers nécessaire pour modifier la Constitution et pouvoir annuler alors de manière constitutionnelle les droits de la population de Dantzig à présent déjà illusoire.

Il faut emporter du travail chez soi.-----

(I.T.F.) Un décret du Sénat de Dantzig a nouvellement réglé les heures de service des fonctionnaires. Ceux-ci

sont obligés à présent à exécuter tout travail dont on les charge et cela--ainsi qu'il est expressément stipulé--sans avoir droit au paiement d'heures supplémentaires. Lorsqu'un fonctionnaire n'arrive pas à liquider son travail dans les 54 heures prévues par semaine, il "peut" à moins d'interdiction expresse, emporter du travail chez lui et terminer sa tâche le soir.

Ce qui se pratique dans les entreprises allemandes.-----

(I.T.F.) Une notice parue dans le quotidien du "Front allemand du travail" "Der Angriff" (du 11 mars) est

très caractéristique pour la situation qui existe dans les entreprises allemandes. Un jour un tourneur s'opposa au contrôle au moyen de chronomètres des temps qu'il mettait pour accomplir ses opérations; "Il arrêta tout d'un coup son tour, croisa les bras et attendit". Il pouvait se permettre cet acte de grève car, vu la pénurie d'ouvriers spécialistes dans les industries de guerre, il ne risquait pas grand'chose. Eu égard à la Gestapo, il motiva son attitude: "Je ne me laisse pas faire cela; cela me rend nerveux. Je ne veux pas être seul à travailler devant quatre hommes qui regardent".

L'employeur punit le récalcitrant en le plaçant à une forge où il ne touchait que le salaire d'un manoeuvre. "Le tourneur demanda son congé...sans l'obtenir toutefois. Il ne faisait que forer et forer le jour et le soir il houspillait le Front du travail et son groupement nazi mais cela ne l'avancait à rien et il n'était toujours pas libre de s'en aller.... Il aurait pu avoir du travail à trois autres endroits mais il n'obtenait pas son congé..." Dans le Troisième Reich il n'y a plus de liberté de mouvement.

"On comprend que les camarades de travail s'intéressaient vivement au sort de notre tourneur, mais"--chose compréhensible, vu la terreur qui sévit en Allemagne --"ils évitaient de prendre position. Les hommes de confiance s'étaient remués en vain". Quel est en effet dans le Troisième Reich l'employeur qui se soucie encore de l'avis d'un homme de confiance? Après trois semaines, le tourneur fut remis à son tour faute de remplaçant. Si un remplaçant avait été trouvé il aurait dû pour de bon se contenter de la place d'un manoeuvre!

* jours des Les groupements clandestins dans les entreprises rapportent presque tous les cas pareils. La notice dont il s'agit plus haut, publiée par le journal du Front du travail, a toutefois passé par la censure et a été confirmée par celle-ci. Elle est devenue de telle sorte un document officiel de la manière dont le droit est foulé aux pieds dans le Troisième Reich.

Réductions de salaires par des échanges d'emploi.-----

(I.T.F.) Un jugement rendu par le tribunal prud'homal national allemand donne une image des méthodes employées

par les Nazis dans la "Bataille du travail". Une briqueterie avait dans le cadre de "l'action pour les échanges d'emplois disponibles" embauché un chômeur adulte comme cuiseur et renvoyé un mineur. Les autorités locales et le bureau de placement avaient autorisé la briqueterie à engager le père de famille sans travail au salaire d'un mineur. L'ouvrier ne pouvait pas repousser le travail payé au-dessous du contrat, vu que sinon on l'aurait privé, lui et sa famille, de toute allocation. Pendant deux ans il dut travailler contre le salaire d'un mineur (Exposé des motifs au jugement du 25 novembre). Suivant les prescriptions des Commissaires au travail le salaire contractuel d'un ouvrier cuiseur adolescent est d'au moins 25% inférieur au salaire touché par un adulte.

Jeunesse sacrifiée.

(I.T.F.) Dans la plus grande partie de l'Allemagne (en Prusse, Brême, Brunswick et dans la Sarre) une partie des élèves des écoles primaires sont obligés de travailler un an dans l'Aide agricole après leur huitième année de classe. Les choisissent des enfants de familles "moralement et politiquement compromises" c'est-à-dire surtout des enfants d'anciens syndicalistes et de catholiques. Officiellement les enfants ne doivent pendant les 8 mois de leur "Année agricole" être chargés pendant 4 heures par jour au maximum de légers travaux agricoles. Le reste de la journée doit être rempli par des sports et de la propagande nationale-socialiste. Dans la pratique toutefois on abuse à tel point de ces enfants que le ministre de l'Education nationale a dû rendre le 12 décembre 1936 un arrêté spécial contre le "travail excessif exigé des enfants affectés à l'Aide agricole". Ce n'est donc pas étonnant que seulement 2 à 3% des enfants ayant fait leur Année agricole désirent continuer à se consacrer au travail des champs. * pouvoirs publics

La disette de graisse.

(I.T.F.) Le correspondant berlinois du périodique anglais "The Economist" écrit dans le numéro du 10 mars 1937: "Il y a toujours pénurie de vivres ici. Il n'y a pas moyen d'avoir des oeufs. A Berlin on ne peut se procurer pour le moment que des qualités chères de viande."

Il faut être riche pour avoir des oeufs.

(I.T.F.) Sous l'entête "Des oeufs par des relations personnelles", le quotidien du Front allemand du travail ("Angriff" du 16 mars) écrit: "On a l'impression que les oeufs semblent par des relations personnelles venir de la campagne dans les villes et sont ainsi soustraits à l'influence des règles du marché (et de la réglementation sur les prix-Réd.) Une conséquence en est que les acheteurs qui se procurent des oeufs par des relations personnelles (et qui sont en général mieux en état de payer - Réd.) sont mieux approvisionnés que ceux qui en sont réduits aux magasins."

Fonctionnaires dupés.

(I.T.F.) Dans bien des pays certains milieux des fonctionnaires sympathisent avec les partis fascistes qui leur promettent l'amélioration de leur situation économique et le relèvement de leur prestige. Certains groupes de fonctionnaires allemands ont un jour espéré la même chose des nationaux-socialistes. Ils ont honteusement été déçus. En 1929 le congrès du parti hitlérien a établi des directives pour la "politique des fonctionnaires": "Le parti national-socialiste lutte pour le maintien du fonctionariat avec ses droits constitutionnellement garantis, notamment la liberté des opinions politiques et la liberté de parole des fonctionnaires. Voilà ce qui leur a été promis, mais dans le Troisième Reich les fonctionnaires n'ont aucune liberté de parole pas plus que les autres citoyens. Un fonctionnaire qui tombe en disgrâce auprès de ses chefs peut à tout moment être congédié sous le prétexte de n'être pas "politiquement digne de confiance". On n'a même pas laissé aux fonctionnaires l'apparence de représentations, accordée aux ouvriers et employés: aucune forme de conseils de fonctionnaires n'existe plus dans le Troisième Reich.

Dans les mêmes directives dont il est question plus haut il avait été promis: "Le parti national-socialiste lutte pour une revision radicale, sur la base du minimum vital, des appointements des fonctionnaires qui, à la suite de la hausse du coût de la vie, sont devenus particulièrement insuffisants dans les échelles inférieures." Un programme d'urgence adopté le 20 septembre 1931 à l'occasion d'une conférence nationale de représentants nationaux-socialistes de fonctionnaires déclarait avec encore plus de précision: "Toutes les lois d'exception adoptées contre les fonctionnaires en vertu des décrets-lois doivent être abrogées... Il convient d'assurer un niveau de vie décent aux catégories subalternes de fonctionnaires. Ce minimum d'existence doit être établi sur la base des besoins d'une famille de 5 personnes en tenant compte spécialement de la cherté inouïe des articles de première nécessité." Les décrets-lois de la période de déflation portant des réductions jusqu'à 23% des appointements des fonctionnaires n'ont pas été supprimés par le Troisième Reich; bien au contraire. Au fond toutes ces réductions devaient être annulées en 1934 ainsi qu'il avait été prévu dans les décrets-lois en question. La dictature nazie a renouvelé les réductions et les a même aggravées pour certaines catégories, tel que les fonctionnaires municipaux.

Les Nazis en Autriche

(I.T.F.) Suivant l'exemple de l'organisation des employés et l'industrie, le syndicat autrichien (fasciste) des ouvriers de l'alimentation a à présent aussi paré son organe d'une vignette inspirée de l'insigne du Front allemand du travail: une roue dentée avec, au milieu, une croix gammée privée d'une de ses branches.

Le degré d'occupation baisse en Autriche

(I.T.F.) Au 31 décembre 1936 le nombre des ouvriers inscrits à l'assurance-maladie n'était plus que de 675.912. C'est là le chiffre le plus bas enregistré à cette époque de l'année depuis le début de la crise économique.

Les revendications des ouvriers autrichiens

(I.T.F.) Une délégation d'ouvriers des fabriques de meubles et d'ébénisteries viennoises a protesté, le 17 février dernier, auprès du sous-secrétaire d'Etat pour les questions ouvrières, Rott, contre le fait que l'exécution de travaux publics est toujours confiée aux entrepreneurs s'étant fait inscrire pour la somme la plus basse. Bien des employeurs en effet imposent des réductions impossibles en alléguant la concurrence déloyale en cas d'adjudication publique. La délégation a en outre soulevé des objections contre le fait qu'avec la complicité des pouvoirs publics "la majorité des salariés, tout en étant occupés, presque sans interruption, ne bénéficient d'aucun congé annuel, étant renvoyés peu de temps avant de pouvoir faire valoir des titres au congé et repris en service une ou deux semaines plus tard" Elle a demandé aussi qu'il soit mis fin aux injustices intolérables découlant des avilissements des assurances sociales et a insisté, pour le paiement des nombreux jours fériés. ("Der Holzarbeiter", organe du syndicat des ouvriers du bois, mars 1937.)

"A bas le Nazi"

(I.T.F.) Le Syndicat clandestin des ouvriers métallurgistes autrichiens a fait distribuer dans tous les établissements métallurgistes de quelque importance, un tract qui réclame, sous l'en-tête "A bas le Nazi Znidarič la démission de celui que la dictature catholique a appelé à la présidence de l'organisation des métallurgistes. Depuis longtemps déjà, Znidarič collabore avec les Nazis.

Deux poids et deux mesures.

(I.T.F.) Le 18 février dernier les derniers Nazis ayant participé le 25 juillet 1934 à l'agression de la Chancellerie fédérale et au meurtre du Chancelier Dollfuss, ont quitté le camp de concentration. Les syndicalistes arrêtés lors de la distribution des journaux clandestins sont toujours derrière les fils de fer barbelés!

LES OUVRIERS DU TRANSPORTS SOUS LE FASCISME

Les injustes restrictions monétaires (I.T.F.) La législation allemande sur les devises a deux mesures: On menace les marins des peines les plus sévères s'ils ne délivrent pas chaque pièce de monnaie étrangère; ils n'ont le droit de dépenser dans les ports étrangers que 10 marks (ou leur contrevaletur) par mois en tout et pour tout; les passagers allemands à bord de bateaux allemands toutefois disposent lorsque leur bateau fait escale dans un port transatlantique du même montant par jour dont un marin doit se contenter pour tout un mois et dans des ports européens une somme de 5 marks peut être dépensée par eux par jour.

"Un bateau allemand est du territoire allemand"--ainsi déclare la Gestapo et elle se livre à cœur joie à des mouchardages et arrestations. La législation sur les questions monétaires considère toutefois les bateaux allemands comme du "territoire étranger". Au départ du navire un marins n'a pas le droit d'avoir avec lui plus de 10 marks. Toujours à nouveau les coffres et armoires des marins sont fouillés à la recherche de devises (et de documents anti-fascistes clandestins!). Les douaniers se comportent avec tant d'effronterie que le journal du Front du travail "Der deutsche Seemann" (décembre 1936), en général doux comme un mouton, s'est vu obligé de protester contre ces "mesures rigoureuses n'ayant aucun égard pour la vie privée des gens" et surtout contre "les continuelles perquisitions dans les logements à bord". Si les fouilleurs découvrent dans une armoire ou dans un coffre plus de 10 marks, "le marin ne perd pas seulement l'argent péniblement gagné mais il doit aussi compter avec d'autres conséquences désagréables" (un haut fonctionnaire nazi dans "Der Deutsche Seemann" de mars 1937).

Pour ses dépenses à bord le marin a certes le droit de toucher des acomptes sur sa solde, mais "aucun paiement en espèces n'est permis! Les sommes à dépenser à bord sont simplement portées en débit sur le compte du marin! Les marins sont donc obligés au lieu de pouvoir faire leurs achats à bon compte dans un port, de s'approvisionner à des prix salés à la cantine de bord. A cause de ces dispositions, c'est devenu une chose courante dans bien des ports que de voir des marins allemands tendre la main. Les marins à bord de bâtiments de pays libres doivent aider leurs collègues allemands qui sinon ne peuvent pas se permettre ce luxe, à se payer un verre de bière. Ce n'est en effet que dans des cas "spécialement justifiés et en cas de séjour prolongé à l'étranger" que des devises jusqu'à 50 marks par mois peuvent être mises à la disposition du marin. Le marin n'a aucun droit toutefois à toucher des versements de ce montant, cela dépend du bon vouloir du capitaine et le marin est tenu d'indiquer exactement à quoi l'argent doit lui servir.

Les marins allemands qui ne savent que trop bien quelles sommes formidables les Nazis consacrent à l'aide des sanguinaires fascistes espagnols et à la propagande à l'étranger, sont très mécontents de cette mise sous tutelle. Ce qui toutefois les indigné davantage, c'est la disposition disant que les marins qui reçoivent "à l'étranger ou de passagers étrangers des sommes en monnaie étrangère, ne peuvent en aucun cas--même pas en partie-- les dépenser à l'étranger! Ils doivent les céder à la Reichsbank à un cours de change fantaisiste. Les marins savent bien en effet que le mark allemand ne vaut en réalité pas les deux tiers de la valeur indiquée par le cours officiel et ils voudraient qu'on leur fournisse, aussi bien qu'aux étrangers, la possibilité de s'acheter des marks--registre pour avoir ainsi une plus grande somme en marks. "Parmi les équipages allemands des voeux sont formulés sans cesse d'avoir la possibilité d'obtenir pour les livres sterling ou dollars reçus, un cours de change plus favorable que le cours officiel". On a refusé jusqu'ici de satisfaire à ces voeux. Aussi n'est-il point étonnant de voir que malgré les peines qui menacent, les marins tentent toujours à nouveau d'introduire des devises en contrebande, qu'on peut, dans le commerce clandestin, vendre à un prix bien plus avantageux. Vu l'extension rapide de la flotte de guerre, un marin qualifié ne craint d'ailleurs pas d'être mis en prison pour violation uniquement des dispositions sur les devises.

La terreur à Dantzig.

(I.T.F.) Gustav Kaiser, le rédacteur de l'organe du Syndicat des cheminots et employés du port de Dantzig -- dissous sur ces entrefaites-- a été condamné le 23 février, à trois mois de prison pour avoir dans le dernier numéro de son organe qualifié le chef de l'organisation du Front du travail pour les communications et services publics comme "digne porte-bannière" d'un groupement jaune.